

**Pieter Lagrou, « De l'actualité du temps présent »,  
in « L'histoire du temps présent, hier et aujourd'hui »,  
Bulletin de l'IHTP n° 75, juillet 2000.**

*Le temps présent, c'est du passé*

Commençons par une boutade : le temps présent est une notion évolutive. Ce qui épargne d'ailleurs bien des ennuis aux bulletins, revues ou instituts qui l'ont adopté dans leur nom, par rapport à tous ceux qui, *in tempore non suspecto*, avaient opté pour « vingtième siècle ». Pourtant, une notion évolutive ne peut à l'infini couvrir de nouveaux contenus sans jamais délaisser des anciens. Jusqu'où peut-on pousser la *contradictio in terminis* d'histoire du temps présent ? Parle-t-on, au sens impropre du mot bien entendu, du même temps présent en l'an 2000 que, par exemple, en 1980, à l'époque de la création de l'IHTP, ce temps présent, « d'hier à aujourd'hui, des années 1930 aux années 1980 » qui formait une continuité ininterrompue pour François Bédarida<sup>[1]</sup> ?

Prenons un autre exemple. En 1999, l'historien d'Oxford Timothy Garton Ash, publiait un livre modestement intitulé *History of the Present*, un collage d'esquisses des événements en Europe centrale depuis 1989<sup>[2]</sup>. Invoquant à la fois Thucydide et George Kennan, Alexis de Tocqueville et Hugh Trevor-Roper, Garton Ash, en historien-témoin, y défend la pratique d'une histoire à chaud, faite d'entretiens avec les protagonistes et du *full immersion* dans les événements avec tous les effets de réalisme qui échappent aux historiens, un exercice à l'intersection de l'histoire, du journalisme et de la littérature. L'histoire « très récente » ou encore « les affaires courantes » seraient un terrain vague, délaissé par les journalistes dès l'encre de leurs journaux sèche et méprisé par les historiens négligeant ainsi les nouvelles opportunités offertes par le reportage télévisé en direct, style CNN, qui offrirait un accès sans précédent aux événements et aux protagonistes. De toute façon, à cause de l'utilisation accrue du téléphone et la percée du e-mail, ces protagonistes produiraient de moins en moins de traces écrites de leurs activités que les historiens pourraient découvrir dans les archives trente ans plus tard. L'introduction de *History of the Present* ne fera pas école comme un traité de méthodologie particulièrement innovant, mais il nous sert à illustrer deux idées importantes : la première, récurrente, que l'histoire « très récente » implique une pratique particulière, radicalement différente de celle de périodes plus anciennes ; la deuxième, récente, que le « présent », entendu comme l'ensemble d'évolutions et événements en gestation, commence en 1989 et que tout ce qui précède appartient définitivement au passé.

Tout d'abord, est-ce une pratique radicalement différente que de travailler sur du très récent par rapport au plus ancien, autant en raison des opportunités uniques offertes par la proximité chronologique, mentionnées par Garton Ash, que par les difficultés particulières, sur lesquelles il reste plus discret ? Une définition commode, concrète et dynamique, a longtemps fonctionné comme substitut d'une réelle définition fondée sur une pratique particulière. L'histoire du temps présent serait une histoire faite à partir de témoignages oraux, une histoire du vivant et des vivants. Or, pour ne prendre que l'exemple de l'IHTP, la pratique des historiens en son sein en vingt ans d'existence ne s'est pas focalisée sur les témoins et les sources orales. D'ailleurs, évitons d'emblée toute confusion à ce sujet. Il existe au moins deux

types d'histoire orale. Celle qui s'affiche comme *oral history* propose une réécriture militante « d'en bas », remplaçant une histoire traditionnelle, fondée sur les seules traces des classes écrivantes, par une nouvelle historiographie fondée sur la tradition orale des classes populaires et des exclus de tous bords. Elle suscite de grands espoirs, à partir des années 1970, en Grande Bretagne, avec les travaux de Paul Thompson ou encore en Allemagne, avec la *Alltagsgeschichte* de Lutz Niethammer ou en Italie avec les travaux de Luisa Passerini<sup>[3]</sup>. Son écho en France fut plus limité. L'IHTP, par la plume de Danièle Voldman, s'en est en tout cas explicitement distancié en stipulant que pour elle il n'y a pas d'histoire orale, mais uniquement des sources orales<sup>[4]</sup>. Bien distincte de cette histoire orale « militante » est l'histoire orale « mondaine », celle des grands témoins, grands entretiens et grands colloques. C'est le genre dans lequel excelle Garton Ash en côtoyant et en admirant Vaclav Havel et Carol Wojtyla, ou encore celle des colloques français autour de Grands Hommes Politiques, ou celle des *Witness seminars* menés par l'*Institute of Contemporary British History* à Londres<sup>[5]</sup>. Mondanités mises à part, cette utilisation des témoignages oraux participe, *a contrario* de l'école précédente, à une réhabilitation d'une histoire politique délaissée par l'historiographie académique, comme plaide, par exemple, René Rémond dès 1957<sup>[6]</sup>. Si les grands témoins, résistants et déportés, présents aux colloques et séminaires de l'IHTP, n'avaient pas toujours droit aux petits fours, ils avaient été entourés de tous les égards ; entre témoins - grands témoins - et historiens se nouaient des rapports complexes, largement thématiques et problématisés dans sa propre production historiographique. La source orale avait beau n'être qu'une source parmi d'autres, il était tout de même moins facile de la ranger à sa place à la fin d'une journée de travail.

L'hésitation au sujet des sources orales - importantes, mais pas constitutives du domaine et d'aucun secours pour délimiter le champ chronologique (que ce serait commode, un domaine mouvant égal à la durée de vie des plus anciens témoins) - illustre une certaine ambiguïté dans la définition de la pratique de l'histoire du temps présent. Celle-ci oscille entre la volonté d'innovation méthodologique et la volonté de faire ses preuves selon les règles établies du métier d'historien. D'une part, à la pointe de l'innovation des champs chronologiques couverts par la discipline historique, l'histoire du temps présent aspire à l'être également dans ses méthodes : histoire orale, interdisciplinarité, histoire de la mémoire et des représentations. D'autre part, lourd pèse le mépris de l'historiographie académique, qui a longtemps dédaigné l'exercice de l'histoire de périodes aussi récentes, comme du journalisme, ou pire encore, de la sociologie. D'où une réelle volonté positiviste, de critique des sources et d'un souci permanent du *Wie es eigentlich gewesen*. Dans le cas de l'IHTP, cette ambiguïté est renforcée par le contexte de sa création : volonté d'une part de se profiler comme laboratoire propre du CNRS, de recherche fondamentale, en rupture avec les pratiques positivistes du Comité d'Henri Michel ; contexte de controverses et polémiques sur la période de la guerre de l'autre qui rendent l'obligation d'établir les faits à partir de sources vérifiées plus impérieuse que jamais. En somme, convenons-en, l'originalité de notre domaine n'est pas d'ordre méthodologique, c'est-à-dire une approche particulière des sources. Au contraire même, c'est la quantité des sources écrites conventionnelles (archives, presse, récits) disponibles qui constitue notre principal défi d'ordre méthodologique. Dans l'utilisation et la nature des sources consultées, la pratique de l'histoire du temps présent est plutôt plus conventionnelle que celle de périodes antérieures, où le manque de sources pousse vers l'inventivité et l'innovation méthodologique.

L'abandon si rapide de la définition de l'histoire du temps présent comme celle pour laquelle il y a des survivants, résulte peut-être des déceptions de l'histoire orale, présentée à la fin des années 1970 comme une révolution, méthodologique et sociale, de la façon d'écrire l'histoire - nouveauté programmatique dont les résultats n'ont pas été à la hauteur des espérances, en tout cas en France. Contentons-nous pour l'instant de supposer que cette définition était aussi un raccourci, ou une façon imagée d'indiquer une particularité bien réelle dans le rapport entre l'historien du temps présent et son sujet. En cela, l'histoire du temps présent serait aux sciences historiques ce que la *participating observation* est à l'anthropologie. Impossible d'extraire l'observateur de l'observé ; l'historien n'a pas seulement affaire à des survivants, il en est un.

Cette dernière idée nous ramène à la deuxième question, plus fondamentale, de la rupture et de la notion même du présent, une question qui revient aujourd'hui à celle de la distinction ou de l'identité entre temps présent et XXe siècle. Le passage à l'an 2000, il y a quelques mois seulement, n'a pas été vécu comme l'entrée dans une ère nouvelle, avec toute l'excitation millénariste que cela aurait impliqué, mais comme une simple affaire technique, qui aurait pu poser des problèmes circonscrits aux logiciels informatiques seulement. Or, même le bogue s'est révélé être un non-événement. Pourtant, la banalité qu'a revêtu le changement de numérotation dans nos calendriers n'indique pas que l'on a cessé de prendre le siècle comme un ensemble significatif dans notre façon de concevoir le passé, au contraire. Plus que jamais, dans les rétrospectives et dans la réflexion historique, le XXe siècle s'impose comme une référence commode et évidente, et comme une unité temporelle intelligible, légitimé par une cohérence causale des événements, des conflits et idéologies qui l'ont caractérisé. Qui plus est, un large consensus règne autour de l'idée que ce siècle est clos depuis près d'une décennie.

L'effervescence de la fin d'une époque et les spéculations - euphoriques ou inquiètes - sur l'ère nouvelle à venir datent du début de la décennie 1990, suite à, successivement, la chute du mur, la dissolution de l'URSS, la réunification allemande. La grande rupture, le *Umbruch* qui a modifié les données essentielles de la situation internationale - fin du monde bipolaire, fin des idéologies (?) - n'a pas seulement déjà eu lieu : on a fait depuis une dizaine d'années l'apprentissage d'une situation nouvelle. D'ailleurs, la succession si inattendue des événements a elle-même modifié la périodisation, ou la perception d'unités temporelles. En 1989 se termine la période qu'on avait pris l'habitude, pendant presque cinquante ans, de considérer comme l'époque présente, comme un long après-guerre ininterrompu depuis 1945. En 1991, avec la fin de l'URSS, est close l'époque ouverte en 1917, et par là est restaurée l'unité du siècle. Ces deux événements distincts mais intimement liés ont radicalement modifié le débat historique même : la place des idéologies en histoire (par rapport à l'histoire sociale ou économique, par exemple) et la place du nazisme et du communisme, respectivement, dans le siècle. En tout état de cause, *Short Twentieth Century* de Eric Hobsbawm, ou le long après-guerre depuis 1945, s'éloignent à grande vitesse de notre quotidien pour devenir partie intégrante de notre passé.

De toute évidence, cette rupture a des conséquences fondamentales pour le concept d'« histoire du temps présent. » Comment se définit le « temps présent » sinon par un continuum entre la période étudiée et le moment de l'écriture ? Plus qu'un arbitraire « cordon sanitaire » ou « no man's land » de trente ou de cinquante ans<sup>[7]</sup>, il s'agirait d'une période de

durée variable, relativement homogène et ininterrompue ou en tout cas d'une période caractérisée par l'absence de césures radicales. Le propre de l'histoire du temps présent consisterait en ce qu'on pourrait appeler l'unité temporelle du sujet et de l'objet, de celui qui étudie et ce qu'il étudie. L'historien est contemporain des événements qu'il étudie dans un autre sens que celui de la cohabitation physique avec les témoins. La période étudiée n'est pas close ; il n'y a pas cet élément d'aliénation, d'altérité qui est le propre de l'étude de périodes plus éloignées. Il ne s'est pas encore produit de rupture chronologique entre le temps des événements et le temps de l'écriture de leur histoire. Les paradigmes, les données essentielles, les références internationales, politiques, idéologiques et « l'armature intellectuelle » que l'on tente d'analyser dans le passé font encore partie de notre présent. Les expériences formatrices d'une vie humaine font encore partie de notre horizon d'expériences vécues. Il ne s'est pas encore produit de « rupture cognitive » qui empêcherait un réel *Einfühlen* ou identification mentale avec son objet d'étude.

Force est donc de constater que l'histoire du temps présent se trouve dans une situation nouvelle depuis près d'une décennie. La rupture a eu lieu et avec une vitesse grandissante se produit un effet d'aliénation, une prise de conscience que cette période qu'étudient ceux qui se définissent comme « historiens du temps présent » - la période des années 1930 aux années 1980 de ce siècle comme le définissait François Bédarida - est une autre période que celle que l'on vit actuellement, une autre ère, une autre *Zeitalter*, avec d'autres données essentielles, un autre état d'esprit. La pratique des historiens du « temps présent » - en dehors de tout présumé ou de toute définition - semble bien confirmer que, « le présent commence à chaque fois avec la dernière catastrophe en date », ou du moins, la dernière grande rupture<sup>[8]</sup>. Dans ce sens, au courant de ce siècle, ce « présent » aurait atteint sa durée maximale fin 1989, c'est-à-dire 45 ans. Aujourd'hui, en revanche, il ne compterait même pas dix ans. Bref, dorénavant, ce qu'on avait pris l'habitude d'appeler le « temps présent », c'est du passé. L'inflation des appellations nouvelles des périodes qui se succèdent depuis la fin du Moyen ge serait donc destinée à se perpétuer, puisqu'on sait tous que l'époque moderne, c'est du très antique et que la période contemporaine s'est terminée avec la Seconde Guerre.

Cette banalisation, inévitable, n'a rien de menaçant. L'histoire du temps présent suivrait le sort de l'histoire contemporaine, qui, finalement, n'a rien perdu de sa légitimité avec l'arrivée d'une nouvelle école historienne, étudiant une nouvelle période historique, par là clôturant celle qui précédait. À moins d'abandonner leur sujet d'étude et la période qu'ils connaissent bien, et de se lancer dans l'étude, périlleuse, du présent dans lequel on vit depuis moins d'une décennie, les « historiens du temps présent » prendraient leur place dans la succession des périodes historiques, voire, céderaient leur étendard de « temps présent » pour se voir assimilés, petit à petit, dans l'histoire contemporaine, au fur et à mesure que la césure de 1945 s'efface et qu'une nouvelle histoire du temps présent s'élabore, prenant son départ juste à la veille du XXI<sup>e</sup> siècle. Cette place serait simplement plus modeste, plus terne peut-être, que le rôle de pionnier, repoussant les bornes de l'exercice de l'histoire et par là éclairant le présent. Cette « rentrée dans le rang » n'aurait d'ailleurs rien de bien déshonorant pour ces historiens-là qui ont battu en brèche les droits de cité de cette histoire à la marge de la ligne du temps et à la marge de la profession. Ce serait peut-être même leur plus grande réussite, d'avoir banalisé cette histoire, d'avoir forcé son entrée dans les *curricula*, les manuels et les institutions qui auparavant dédaignaient son exercice.

L'expérience de jeunes historiens abordant, par exemple, l'histoire de la Seconde Guerre mondiale aujourd'hui, est sensiblement différente de celle de la génération qui leur a précédé. Ce qui, pendant les années 1970, était encore un programme en chantier et, pour partie, un combat, leur est aujourd'hui acquis : l'accès aux archives, la disponibilité d'outils de travail et l'existence de toute une historiographie qui a constitué, outre une somme d'informations, une émancipation du carcan de l'historiographie traditionnelle. Difficile de trouver un tabou qui ne soit encore brisé ou un mythe à démasquer, difficile, de plus en plus, de trouver des fonds d'archives entièrement inaccessibles. Travailler sur l'histoire de Vichy n'est plus une œuvre de pionnier ou de contestataire. La frontière d'une histoire du temps présent, entendue comme histoire pionnière, s'aventurant dans des territoires vierges sans carte ni boussole et se heurtant à de multiples résistances est, elle aussi, mouvante. Que les aventuriers soient avertis : la « vraie » expérience se situe aujourd'hui au niveau de la guerre d'Algérie, de l'histoire de la Ve République, ou encore, des années Mitterrand.

Une banalisation, qui, finalement, ne mettrait pas non plus en cause la pratique de « l'histoire du temps présent », puisque celle-ci relevait de la bonne pratique du métier d'historien, beaucoup plus que d'innovations méthodologiques. Elle modifierait par contre la situation exceptionnelle d'historien-participant, de la contemporanéité entre la période décrite et la période de l'écriture de l'histoire.

### *La matrice du temps présent*

L'image de la « matrice » d'un temps présent, courante, y compris dans la production « maison » de l'IHTP, permet de réfléchir sur la pratique de cette histoire du temps présent dans ces dernières décennies et, particulièrement, sur le rapport dans cette pratique entre le « présent » et la dernière rupture en date. L'idée répandue était que le présent dans lequel vivaient les contemporains d'une époque, qu'ils continuaient eux-mêmes jusque dans les années 1980 à définir comme « l'après-guerre », aurait été engendré par la Seconde Guerre mondiale. C'était un paradigme réconfortant qui légitimait l'ordre constitué après la fin des hostilités comme une conclusion tirée d'une terrible expérience. L'adhésion à la démocratie parlementaire, à un bloc atlantique, à l'intégration européenne, aux valeurs définies tantôt celles de l'Occident, tantôt celles de l'Europe, du christianisme ou de l'humanisme, étaient autant de leçons durement apprises dans le cataclysme de la guerre et autant de promesses d'un *Nie Wieder*. Or, cette expression a aussi été le drapeau derrière lequel une nouvelle génération d'historiens de la Seconde Guerre mondiale a légitimé sa démarche, en France en particulier.

L'utilité nouvelle de l'expression, aux débuts de l'IHTP, n'est pas sans rapport avec les circonstances de sa création<sup>[9]</sup>. Tout comme la nouvelle équipe de François Bédarida voulait se démarquer de son prédécesseur, le Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale d'Henri Michel, par son approche méthodologique, elle voulait aussi se distinguer par un autre champ de recherche. Fini l'époque des commissions officielles, fini l'étude d'une période de l'occupation réifiée, déconnectée de ses antécédents et de ses suites, fini la collecte commémorative de faits et d'actes d'un pays en guerre. L'histoire du temps présent serait un nouveau domaine de recherche fondamentale que le CNRS appuierait, parce que les universités, les institutions et les revues existantes du métier historique ne le font pas et ne montrent aucune envie de le faire. Dans ce vaste champ et dans ces nouvelles approches, la

guerre n'est qu'un sujet parmi d'autres. Or, pour ses sujets comme pour ses méthodes, l'IHTP est rattrapé par un engouement public pour l'histoire de la guerre, par les polémiques et, de façon beaucoup plus fondamentale, par le développement, en bonne partie en son sein, d'une nouvelle historiographie sur Vichy. D'où, à nouveau, une certaine ambiguïté entre volonté de rupture et volonté de continuité. Tout en consacrant, surtout dans les premières années, l'essentiel de ses ressources à l'histoire de Vichy, l'IHTP nie être une boîte à histoires de l'occupation et affiche des ambitions historiques beaucoup plus larges. Le surinvestissement des recherches portant sur la brève période de 1939 à 1945, ou même, de par son attention quasi exclusive pour la période de l'occupation, de juin 1940 à août 1944, par rapport au peu d'études sur d'autres tranches chronologiques du XXe siècle, est justifié parce que cet événement aurait été la « matrice du temps présent » et que dans son étude résiderait une clef pour mieux comprendre le présent.

Les quelques réflexions écrites sur l'idée que la Seconde Guerre mondiale aurait été la matrice du temps présent, ne figurent pas parmi ce que l'IHTP a produit de mieux. L'idée de matrice n'était pas une hypothèse de recherche, mais un axiome. N'était-ce pas une évidence, communément admise par tous, et par là conférant une légitimité évidente à toute recherche sur la période de la guerre ? Il suffisait de jeter un coup d'il sur une carte de l'Europe. Sa division et la partition de l'Allemagne, la domination des États-Unis et de l'Union soviétique, la Guerre froide, l'intégration européenne à l'Ouest, et même, de façon plus large, toute la convergence économique, sociale et culturelle sans précédent de cette Europe occidentale, tout cela était, de façon directe ou indirecte, issu de la Seconde Guerre mondiale. Pour la politique intérieure des États européens aussi, cet « après-guerre » présentait une continuité remarquable. Par rapport à la polarisation et l'instabilité de ce qui précédait, par rapport à l'extrême hétérogénéité des régimes politiques, la période 1945-1990 était caractérisée par un certain consensus, dans les formes et les forces politiques et par un certain conformisme et conservatisme, par rapport aux expérimentations précédentes. Même en philosophie ou dans les arts, il y avait une fracture radicale entre l'avant et l'après Auschwitz, largement thématifiée cette fois-ci dans la réflexion, mais entièrement indépendante des débats des historiens.

L'idée de « matrice », d'un événement fondateur, d'une expérience formatrice qui aurait imprégné le « temps présent » de sa marque ou d'une causalité, qui aurait créé une unité temporelle depuis la dernière rupture et sans qu'une nouvelle rupture se soit produite, doit-elle aussi être abandonnée sans combat, comme on l'a fait - à tort ou à raison - avec l'idée de l'histoire des vivants ? Finalement, l'idée pourra au moins être remerciée pour ses bons et loyaux services, puisqu'elle aura permis de justifier une démarche dont personne ne pourrait aujourd'hui disputer la légitimité, à la fois sociale et scientifique : s'occuper sérieusement de l'histoire de la guerre, la sortir des placards de commissions officielles et commémorations pieuses, ouvrir les archives, jeter le pavé dans la mare etc. *Se non era vero, era ben'trovato*. Parfois, même en science, les buts légitiment les moyens, et la génération des pionniers de la nouvelle histoire de la période de la guerre n'a pas à avoir honte ; ils ont au contraire plus d'une raison de fierté légitime.

Le biologisme de l'image d'une guerre qui accouche d'un bel après-guerre, n'était sans doute pas très heureux. Une lecture monocausale d'un « présent » hermétique, avec la guerre comme seule clef, n'est guère convaincante, mais une telle lecture n'a jamais été, elle fut tout

juste invoquée. Tout au plus pourrait-on arguer que ce « présent depuis la dernière catastrophe en date » s'est penché, et penché de très près, sur l'histoire même de cette catastrophe, sans véritablement problématiser le lien entre ce présent et la catastrophe. Finalement, en étudiant la guerre, « l'histoire du temps présent » n'étudiait pas le présent, mais la toute dernière tranche chronologique qui l'a précédé. La question des conséquences de l'expérience de guerre pour la société d'après-guerre, y compris l'hypothèse que beaucoup de développements d'après-guerre pourraient n'avoir aucun rapport avec la guerre, reste une thématique centrale et potentiellement très fructueuse dans l'histoire du vingtième siècle, pas moins d'ailleurs pour l'historiographie de la première guerre, qui l'a plus thématisée, que pour celle de la deuxième. Le fait qu'une nouvelle rupture s'est produite et que « l'histoire du temps présent » se penche dorénavant sur le passé, permettra d'autant mieux de mesurer l'impact précis de la rupture précédente.

De façon plus fondamentale, légitime ou infondée, l'idée de « la matrice du temps présent » comme justification de la démarche des historiens du temps présent est, aujourd'hui surtout, obsolète. Non seulement les historiens de la guerre n'ont plus besoin de justificatif, ils sont devenus minoritaires. L'appellation programmatique d'une « histoire du temps présent » est depuis longtemps devenue une réalité. Les recherches sur la période depuis 1945 posent des questions entièrement indépendantes de celles dominées par la catastrophe et ses séquelles. Elles sont peut-être aussi moins marquées par une conscience du rapport exceptionnel qu'a l'historien du temps présent à son objet, par rapport aux historiens d'autres époques historiques. Ceux et celles qui les pratiquent seront peut-être d'autant moins surpris par la « banalisation » d'un temps présent passé de date.

### *L'histoire du temps présent entre préservation et émancipation*

La discipline historique semble animée par deux paradigmes contradictoires. L'un est un paradigme préservationniste ; l'autre un paradigme émancipateur. Le premier part de l'idée de perte et d'oubli. Les traces du passé sont en permanence menacées de disparition et plus le temps avance, plus la diversité des modes de vie, de pensée et d'expression du passé se perd. À l'image des plantes et animaux en voie d'extinction, menaçant d'appauvrir le patrimoine biologique de la planète, la richesse et la diversité du patrimoine culturel de l'humanité seraient en perte constante sans l'intervention de l'historien comme gardien de la réserve, qui documente, archive et étudie cette diversité et la transmet à la postérité. Ce rôle de conservateur de la mémoire de l'humanité n'est pas une simple tâche d'enregistrement, partant de l'idée que rien ne doit jamais se perdre ni être oublié, que la mémoire serait un devoir. De par son altérité, l'étude du passé constitue une question au présent. L'historien a un rôle critique vis-à-vis du présent en offrant des lectures alternatives.

Le deuxième paradigme est émancipateur. Il oppose à l'idée de perte et d'oubli l'inertie du passé, son poids immobile, sa tendance à se perpétuer. L'historien ne fait pas face à un déficit d'histoire qu'il doit combler, il est submergé par un trop plein d'histoire. Le passé n'est pas en perte, il envahit et étouffe le présent. Il est mauvaise herbe, plutôt que plante en voie d'extension. À l'historien donc de sarcler, de relativiser ou d'anéantir l'autorité absolue d'arguments historiques, de discours nostalgiques et « identitaires ». Étudier le passé pour mieux comprendre le présent, n'est-ce pas une façon de s'affranchir des inerties du temps, une façon de prendre l'initiative, plutôt que de dériver vers un destin inéluctable, n'est-ce pas,

au grand final, un acte de liberté et par là, essentiellement, un acte humain ? Renoncer à l'idée même d'une émancipation du passé, n'est-ce pas une capitulation intellectuelle devant le conservatisme d'un temps immuable ?

Bien sûr, l'historien est plutôt mu par la préservation ou l'émancipation du passé en fonction de la distance qui le sépare du passé en question ; par la présence ou l'absence de ce passé. En cela, il n'est pas indifférent que l'historien travaille sur les Ptolémées ou sur la guerre d'Algérie. La différence de paradigme entre médiévistes et historiens de la Révolution française, hellénistes et historiens du régime de Vichy est à la source d'incompréhensions profondes. Le rapport à son objet d'étude est radicalement différent, mais cette différence n'est pas le propre de « l'histoire du temps présent ». Il s'agit plutôt d'un nuancier sur lequel chaque historien peut se situer, sans jamais se trouver aux extrémités. Même l'égyptologue se surprendra à des réflexes émancipateurs et même l'historien du très récent avouera, parfois, des réflexes de préservation.

Le credo émancipateur est aujourd'hui sur la défensive. Plus que jamais le passage de la réflexion historique à l'acte est au cœur d'un débat de nature philosophique. Le totalitarisme – si une telle chose existe, n'est-ce pas la dictature du présent sur le passé, l'illusion meurtrière de la « faisabilité » de l'histoire, de la société et de l'homme au mépris des traces du passé, de la tradition, de la diversité ? L'origine du « Mal » n'est-il pas dans la démarche même d'une modernité qui a poursuivi la chimère d'un possible rejet du passé, d'une émancipation radicale, entraînant ainsi toutes les révolutions et le déchaînement d'une violence désormais libérée de toute retenue ? Et pour preuve, ne trouve-t-on pas un nombre suspect d'historiens et de passionnés d'histoire parmi les idéologues, quels que soient les courants de pensée ? Or, avant de devenir révolutionnaires, les historiens étaient chroniqueurs et courtisans au service des pouvoirs en place.

La « fin des idéologies » et le passage à une « ère des identités » ont-ils radicalement modifié la place de l'histoire dans la société ? Les discours idéologiques et les discours identitaires sont tous les deux grands consommateurs d'histoire, mais selon d'autres modes et avec d'autres figures. La mort du héros, du militant, du combattant, et l'ascendance de la victime ont été abondamment commentées. Les conséquences pour le rôle de l'historien vis-à-vis de nouvelles utilisations de l'histoire l'ont été moins. Le mode dialectique de l'histoire idéologique s'évertuait à donner différents discours sur un passé partagé. Si sa pratique était souvent hermétique et figée, son discours était en principe ouvert, et cherchait à convaincre. Le mode d'invention de traditions et de particularismes de l'histoire identitaire cherche à produire un discours partagé sur différents passés. Si sa pratique frappe souvent par la ressemblance, voire le mimétisme des différents discours, l'histoire identitaire ne cherche pas à convaincre. Elle n'est pas ouverte sur l'extérieur mais cherche la reconnaissance d'une singularité communautaire. Si le défi de l'historien face aux histoires idéologiques était de recomposer le traitement, son défi face à l'histoire identitaire est de recomposer l'objet. Les camps opposés de la première tradition parlaient en langues différentes de la même chose, ceux de la seconde parlent la même langue, mais ils prétendent chacun parler de choses différentes. Si l'intégrité de l'historien tenait, par le passé, à son refus des cloisons idéologiques, elle tient aujourd'hui à son refus d'une communautarisation de l'histoire - en autochtones et « allochtones », femmes et hommes, hétérosexuels et homosexuels, juifs et non-juifs et ainsi de suite. Dictature du passé sur le présent ou vice-versa, il est clair dans tous

les cas de figure que la réflexion historique ne relève pas de la spéculation, qu'elle entraîne, justifie ou dénonce, des actes et des pratiques, abominables ou humaines, révolutionnaires, conservatrices ou réactionnaires. Selon l'image de Eric Hobsbawm, le rapport entre historiens, idéologues et nationalistes est semblable à celui entre cultivateurs de pavots et toxicomanes : les premiers produisent la substance dont les derniers abusent à profusion<sup>[10]</sup>. À quoi on peut ajouter que ce n'est pas la fraîcheur du pavot qui donne la mesure de l'hallucination. La « demande sociale » n'est pas le propre de l'histoire du temps présent et le rôle critique de l'historien reste le même en travaillant sur l'histoire de l'immigration, l'histoire de la résistance ou l'histoire de la bataille du Kosovo de 1389.

J'ai tenté, dans cette brève réflexion, de nous conduire par trois angles différents à la même question de la singularité de l'histoire du temps présent. Devons-nous conclure cette troisième interrogation sur la même conclusion d'une banalisation bienvenue de notre sous-discipline ? Je ne le pense pas. Si toute réflexion historique est toujours inévitablement une réflexion sur notre présent, avec nos préoccupations et nos demandes, c'est bien une particularité de l'histoire du temps présent d'avoir thématiqué cette tension. L'historien du temps présent a été expulsé du paradis illusoire de l'extra-temporalité, de l'indépendance absolue du chercheur face à son objet, par le caractère pressant de l'obsession ambiante pour son objet, par les abus criants et les bêtises manifestes produits en dehors et au dedans de la corporation des historiens. La réflexion sur la mémoire n'est pas le simple sous-produit de la recherche sur le temps présent, elle est devenue partie intégrante de notre pratique. Nous ne sommes pas des experts, parce que nos sources sont accessibles à toute personne instruite et parce que nous nous efforçons de diffuser nos travaux auprès du plus grand nombre. Nous ne sommes pas des experts, parce que l'expert fournit une réponse précise à une question donnée, ce que nous sommes rarement en mesure de faire. En tant qu'historiens nous ne pouvons pas renoncer à notre seule liberté, celle de poser nos propres questions et de tenter d'y répondre selon nos propres règles, qui ne sont ni celles des médias, ni celles des tribunaux et des commissions d'enquête. Finalement, nous ne sommes surtout pas des experts, parce que la réflexion historique appartient à tout citoyen, tant les discours historiques sont indissociables des pratiques politiques et des questions identitaires. Nous essayons simplement, par expérience et par discipline intellectuelle, d'être plus critiques et, peut-être, plus conscients des bons et des mauvais usages du passé.

---

**Notes :**

[1] *Bulletin de l'Institut d'histoire du temps présent*, n° 1, juin 1980, p. 5.

[2] Timothy Garton Ash, *History of the Present. Essays, sketches and despaches from Europe in the 1990s*, Londres, Allen lane/Penguin Book, 1999.

[3] Voir Helga Bories-Sawala, « Erinnerung - Göttin, Liebedienerin, Kronzeugin ? Zum Stand der Oral History in Europa » *Francia. Forschungen zur Westeuropäischen Geschichte*, vol. 24/3, 1997, p. 117-132.

[4] Danièle Voldman (dir.), *La Bouche de la vérité ? La recherche historique et les sources orales*, *Cahiers de l'IHTP*, n° 21, novembre 1992, p. 8.

[5] Voir Nico Randeraad in *De laatste tijd* n° 1, février 2000 et Peter Catterall, « What (if anything) is Distinctive about Contemporary History ? », *Journal of Contemporary History*, vol. 32/4, 1997, p. 441-452.

[6] René Rémond, « Plaidoyer pour une histoire délaissée. La fin de la IIIe République », *Revue française de science politique*, vol. 7/2, 1957, p. 253-270.

[7] Ulrich Raulff, *De l'origine à l'actualite*, Thorbecke Verlag, Sigmaringen, 1997, p. 19.

[8] Hermann Heimpel, cité dans Ulrich Raulff, *De l'origine à l'actualite*, *op. cit.*, p. 19.

[9] Voir, à ce propos, Pieter Lagrou, « Historiographie de guerre et historiographie du temps présent : cadres institutionnels en Europe occidentale, 1945-2000 », *Bulletin du Comité international d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, n° 30/31, juillet 2000, p. 191-215.

[10] Eric Hobsbawm, « The New Threat to History » *New York Review of Books*, 16 décembre 1993, p. 62-64.